

# LUTTONS CONTRE LE HARCÈLEMENT ET TOUTES LES VIOLENCES PATRIARCALES !

La CGA tient à saluer les mouvements des femmes, trans et personnes impliquées dans la récente libération de la parole qui s'est mise en place pour dénoncer le harcèlement, les agressions sexistes et l'injonction à l'hétéronormativité. Ces dénonciations, notamment à travers les réseaux sociaux, et leurs traductions par des actions dans la rue, ont ainsi permis une reconnaissance publique des violences et de leur ampleur, ont mené à des mesures concrètes, en particulier vis-à-vis des agresseurs, et auront certainement d'importantes répercussions sociales.

Une petite avancée est l'utilisation de plus en plus fréquente du mot « féminicide » jusque là complètement occulté et qui permet de bien définir la raison pourtant évidente de meurtres de femmes commis par des hommes « uniquement parce ce que celles-ci sont des femmes ».

Les violences de genre, contre les femmes, les gays, lesbiennes, bisexuel-le-s, les personnes trans et toutes celles ne se reconnaissant pas dans un genre masculin ou féminin, découlent du système de domination hétéro-patriarcal qui caractérise la société. Ce système induit un continuum de violences (harcèlement moral et sexuel, agressions, viol, etc. ) et d'inégalités (économiques, sociales, politiques) qui se renforcent les unes les autres.

Le gouvernement, malgré sa communication en faveur de l'égalité hommes-femmes et contre les agressions sexistes, perpétue et renforce ce système. Par exemple, en détruisant le code du travail et les prud'hommes, en facilitant les licenciements et les baisses de salaire, il généralise la précarité et l'instabilité de l'emploi. Ces attaques toucheront en premier lieu les femmes, qui occupent la majeure partie des emplois précaires, et dont les salaires sont toujours très inférieurs à ceux des hommes. La suppression des CHSCT, et les modifications

du financement des expertises limiteront sans aucun doute les enquêtes contre les violences à leur rencontre sur le lieu de travail. Avec ces mesures, les femmes seront davantage soumises aux pressions et aux violences, que ce soit sur le lieu de travail ou dans la sphère conjugale et familiale.

De plus, le démantèlement des services publics (santé, éducation, justice, etc.), la fermeture des centres IVG, la baisse générale des subventions aux collectivités locales et aux associations, ainsi que le manque de moyens alloués à celles luttant pour les droits des femmes et contre les violences à leur égard, vont encore venir entraver leur accès à la santé, à un accompagnement social ou à une écoute.

S'il faut dénoncer et lutter contre les violences dans l'espace public, rappelons également que la majorité des violences sont perpétrées dans l'entourage familial, conjugal et/ou proche, contrairement aux idées reçues et largement véhiculées, qui relèguent ces violences à certains lieux extérieurs ou à certains milieux socio-culturels.

A la culture du viol, nous opposons la culture du consentement. La CGA soutient l'auto-organisation des luttes des femmes et personnes trans, et lutte contre toutes les formes de domination et d'exploitation.

